

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

SERBAN GHEORGHIU

**Essai sur les finances d'après-guerre de la Roumanie en rapport
avec les mouvements économiques européens**

Journal de la société statistique de Paris, tome 67 (1926), p. 309-336

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1926__67__309_0

© Société de statistique de Paris, 1926, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 10. — OCTOBRE 1926

I

ESSAI SUR LES FINANCES D'APRÈS-GUERRE DE LA ROUMANIE EN RAPPORT AVEC LES MOUVEMENTS ÉCONOMIQUES EUROPÉENS

*Thèse soutenue pour l'obtention du diplôme de statisticien de l'Institut de Statistique
de l'Université de Paris le 19 juin 1926 (1)*

INTRODUCTION

Le présent mémoire est divisé en deux parties.

Dans la première, nous nous proposons d'étudier à l'aide des méthodes statistiques, la situation financière et économique de la Roumanie d'après-guerre.

Notre étude envisage plus spécialement l'examen des finances de la Roumanie à partir du 1^{er} janvier 1920. Ce choix peut paraître arbitraire. Il nous a été pourtant imposé par le fait, que la Roumanie actuelle, étant données les modifications territoriales, politiques et sociales consacrées par les Traités, se trouve dans des conditions bien différentes de celles de la Roumanie d'avant-guerre. Certainement, pour bien comprendre l'évolution des phénomènes économiques, il est nécessaire de les étudier durant une période de temps très étendue. D'autre part, une application judicieuse des méthodes statistiques exige un grand nombre d'observations. Pourtant, dans le cas particulier qui nous préoccupe, une étude pareille présenterait des difficultés, sinon insurmontables, du moins en disproportion avec les conclusions qu'elle pourrait justifier. En effet, supposons, pour prendre un exemple concret, qu'on veuille savoir quelle était, à une date antérieure à la guerre, la circulation fiduciaire dans les territoires qui constituent la grande Roumanie d'aujourd'hui. Il faudrait pour cela commencer par rechercher les fractions du total des circulations fiduciaires des États auxquels ces territoires appartenaient à ce mo-

(1) Le Conseil de la Société, tenant compte des liens qui l'unissent à l'Institut de Statistique et de l'intérêt des thèses soutenues à cet Établissement, a décidé de les publier dans le Journal.

ment-là, qui s'y trouvaient effectivement, et ensuite, puisque ces fractions s'exprimeront en monnaies différentes, essayer de les convertir dans une même unité monétaire. Or, il est manifeste que les résultats ainsi obtenus seront d'une valeur fort discutable. Pour éviter toutes ces difficultés, nous choisirons la date du 1^{er} janvier 1920 pour commencement de nos recherches. Nous essaierons toutefois de prendre aussi en considération des données antérieures à cette date.

La seconde partie de notre mémoire a pour objet la théorie de la corrélation. Nous y introduisons une hypothèse. Ainsi, nous admettons, par hypothèse, que les deux phénomènes dont on désire étudier la corrélation, sont susceptibles de vérifier une loi de dépendance connue *a priori*. Et, nous montrons que, moyennant cette hypothèse, on peut — en général — donner une réponse au problème de la corrélation. Enfin, nous faisons une application aux nombres indices du coût de la vie et à la circulation fiduciaire en Roumanie, pendant la période 1922-1925.

Nous tenons à témoigner ici l'hommage de notre profonde reconnaissance à M. Lucien March, directeur honoraire de la Statistique générale de la France et professeur à l'Institut de Statistique de l'Université de Paris, qui, par des conseils précieux, a bien voulu nous diriger dans notre travail.

Nous désirons également exprimer l'hommage de notre reconnaissance dévouée à M. Émile Borel, membre de l'Institut, ainsi qu'à M. Alfred Barriol, secrétaire général de l'Institut de Statistique et de la Société de Statistique de Paris, qui ont bien voulu nous accorder leur haut appui afin d'être admis à subir les épreuves nécessaires en vue du diplôme de statisticien.

PREMIÈRE PARTIE

CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE L'APRÈS-GUERRE

L'étroite solidarité qui unit les différents facteurs économiques entre eux, les relations économiques très développées qui existaient avant la guerre entre les différents pays, et qui subsistent encore malgré les troubles qu'elle a produits, impliquent, pour mieux comprendre les conditions économiques et financières d'un pays, la connaissance de ces mêmes conditions, pour tous les autres pays se trouvant en rapport avec le premier. Ainsi, avons-nous pensé qu'il convenait avant de nous occuper de la Roumanie, de rappeler brièvement les conditions générales où les pays de l'Europe se trouvaient au lendemain de la guerre.

Sitôt les hostilités interrompues, l'apothéose magnifique qui couronna les dernières victoires des champs de bataille, dut s'effacer brusquement devant de graves problèmes économiques et financiers, que la guerre avait réussi à étouffer, mais non à éluder. M. Keynes, qui dès l'époque où les négociations pour la paix n'étaient pas encore achevées, examinait l'Europe souffrante, avec la curiosité malsaine du praticien en présence d'un cas remarquable, trouvait qu'il y avait trois points sensibles, devant engendrer des conséquences profondes, savoir : la sous-production, la crise des transports et enfin l'impossibilité pour le vieux monde de se ravitailler outre-mer.

La sous-production est facilement expliquée, si on pense aux immenses pertes en hommes et en matériel, éprouvées par les nations belligérantes, à la désorganisation de l'industrie, qui durant la guerre a dû travailler pour la guerre et à qui il fallut un certain temps pour reprendre son affectation antérieure. De même, les bouleversements révolutionnaires, bien connus, ont mis dans l'impossibilité de produire, des nations jusqu'alors prospères, et dont la collaboration était nécessaire pour l'œuvre de reconstruction, que les ruines accumulées par la guerre rendaient immédiate.

Il suffit pour illustrer la sous-production de rappeler que la production houillère de l'Europe avait diminué en 1919 de 30 % et que les balances commerciales, pour la même année, de la plupart des États européens étaient déficitaires. Enfin, suivant l'affirmation de M. Hoover, alors chef des organisations interalliées du Relief, il y avait en Europe au moins 100 millions d'individus qui ne pouvaient s'alimenter que par les importations.

La sous-production devait inévitablement engendrer un désordre monétaire d'une intensité inconnue jusqu'à nos jours et entraver par cela la reprise normale des échanges économiques. Du moment que, en 1919, l'Angleterre dénonça les accords des changes, une crise se déclencha qui entraîna la chute de toutes les devises européennes, et même de certaines devises n'appartenant pas à notre continent. La seule monnaie qui garda sa parité avec l'or fut le dollar, toutes les autres furent plus ou moins avariées. Pour certains pays dont l'économie nationale n'a pas trop souffert pendant la guerre, comme ce fut le cas des pays neutres en général, la dépréciation de la monnaie correspondante ne dépassa pas 10 % environ. Les conditions économiques favorables où se trouvaient ces pays, ont facilité depuis lors la stabilisation de leur monnaie et même le retour à l'étalon or. Pour l'Allemagne la crise des changes a été une circonstance heureuse, qui lui a permis à l'aide d'une inflation habilement effectuée de se dérober à la plupart de ses obligations, en matière de réparations et de refaire ensuite sa monnaie. Enfin, pour certains autres pays, la liquidation de la guerre en général, la reconstruction des régions dévastées en particulier, — reconstruction que la carence de l'Allemagne laissait à la seule charge des pays directement intéressés, — créèrent des déficits budgétaires et des embarras de trésorerie, qui rendirent malaisé l'assainissement monétaire désiré. Mais, si tous les pays ne ressentirent pas la crise avec la même intensité, s'il y eut des pays qui semblèrent même en avoir tiré profit, il n'en est pas moins vrai que la dépréciation des changes fut une des causes les plus importantes, qui partout empêchèrent la production de reprendre son élan.

Une autre conséquence non moins importante de la sous-production et du désordre des changes fut l'instabilité des prix. La diminution de l'offre provoqua une hausse des prix, hausse générale, mais inégale pour les différents pays de l'Europe. Voici quelques nombres indices relatifs à cette époque-là.

<i>Nombres indices des prix de gros.</i>					
Année	France	Royaume-Uni	Italie	Pays-Bas	Danemark
1918	392,0	192,5	515,5	437	292
1919	411,8	205,6	460,9	338	340
1920	588,9	251,0	786,7	319	341

(France : Indice officiel. — Royaume-Uni : Indice « Statist ». — Italie : Indice Bachi).

L'instabilité des prix causa de grands empêchements pour le marché. Aussi, elle contribua pour beaucoup à créer le marasme économique et financier, connu par le vieux monde à l'issue de la guerre.

Le problème du crédit fut une grande cause qui immobilisa le commerce et l'industrie. Pendant la guerre, les gouvernements alliés obtinrent facilement des crédits pour eux-mêmes ou pour leurs nationaux. Mais, étant donnée l'instabilité générale qui pesait sur la vie économique de chaque peuple, on conçoit aisément les difficultés soulevées après la guerre par le problème du crédit.

Enfin, la crise des transports fut un autre grand obstacle au relèvement économique de l'Europe d'après-guerre. Dans tous les pays belligérants, les voies ferrées se trouvèrent insuffisamment entretenues et souvent ravagées, les travaux d'art détruits, le matériel roulant égaré ou endommagé, de telle sorte que sur la plupart des réseaux européens la circulation devint très difficile. De même, les transports par mer se trouvèrent également désorganisés, par l'importante destruction de tonnage effectuée par la guerre sous-marine.

Pour faire face à ce lourd héritage, légué par la guerre, il n'y eut aucune solidarité parmi les Alliés. Le front commun, que les circonstances avaient imposé pendant les hostilités, dut s'effondrer une fois la paix signée. Dès la fin de 1918, la finance londonienne réclamait la liberté complète des transactions internationales et, dès les débuts de 1919, le gouvernement anglais dénonça l'accord des changes, qui marqua le commencement de la crise des changes. D'autre part, vers la fin de 1919, le Conseil supérieur économique disparaissait. Enfin, les États-Unis d'Amérique s'étant retirés, la Société des Nations se trouvait dans l'impossibilité d'agir. Ainsi, l'Europe dut se refaire par ses propres moyens, et il n'y eut aucun organisme international capable d'exercer une influence efficace pour son rétablissement.

La Roumanie dut partager et subir les conséquences de la mauvaise situation économique des pays de l'Europe. Elle se trouvait dans une position d'autant plus délicate, qu'elle devait par ses seuls moyens porter remède à un organisme économique fortement ébranlé par la guerre, tandis que son statut politique et social éprouvait des modifications profondes. Nous nous proposons de montrer, dans le présent mémoire, que la Roumanie a surmonté victorieusement ces redoutables difficultés.

GÉNÉRALITÉS

Nous commencerons par indiquer quelques généralités sommaires concernant la surface et la population de la Roumanie.

La Roumaine d'après guerre, la grande Roumanie, comme on l'appelle bien souvent, mais d'une manière assez impropre, — du reste, — comprend l'ancien royaume, ou la Roumanie d'avant-guerre, la Transylvanie, le Maramouresh, la Crishiana, le Banat et la Bukovine, toutes ces provinces ayant appartenu à l'Autriche-Hongrie, et enfin la Bessarabie ayant été sous la domination de la Russie.

Voici maintenant un tableau indiquant la surface, la population et la densité de la population par kilomètre carré, de chacune de ces provinces :

	kilomètres carrés	Habitants (1)	Habitants par kilomètre carré
Moldavie.	38.058	2.233.506	59
Manténie.	52.505	3.485.859	66
Oltenie.	24.078	1.484.776	60
Dobroudja.	23.262	693.120	30
Ancien royaume.	137.903	7.897.341	57
Bessarabie.	44.422	2.344.800	56
Bukovine.	10.442	800.098	77
Transylvanie.	57.819	2.678.367	48
Maramuresh.	8.592	766.666	54
Crishiana.	17.086	1.316.984	67
Banat.	17.980	1.582.133	50
Nouveaux territoires.	159.239	8.364.866	53
Roumanie.	296.142	16.262.177	55

Il est à remarquer que la Roumanie actuelle est plus du double, comme surface et comme population, de la Roumanie d'avant-guerre.

Suivant leur productivité, les terres de la Roumanie sont réparties de la manière suivante :

Cultures	Surfaces occupées (hectares)
Ensemencements.	11.180.000
Terres arables.	1.363.920
Vignes et arbres fruitiers.	331.000
Prairies naturelles.	1.597.300
Prairies permanentes.	2.858.485
Forêts.	7.094.056
Eaux, routes et autres terrains.	5.207.439
TOTAL.	29.614.200

Voici maintenant la répartition ethnique de la population :

Roumains (75 %).	12.349.000 (2)
Hongrois (10 %).	1.646.000
Allemands (5 %).	823.000
Russes (3 %).	626.000
Autres nationalités (7 %).	1.201.000
TOTAL.	16.645.000

Au point de vue de la natalité, les dernières statistiques indiquent :

Année	Naissances	Décès	Excédent des naissances sur les décès	Pour cent des décès par rapport aux naissances
1900.	234.843	146.201	88.642	62 %
1905.	247.959	159.932	88.027	61
1910.	274.106	172.842	100.264	63
1915.	319.544	193.574	125.970	60
1919.	365.562	327.755	37.807	89
1920.	539.359	414.629	124.730	76
1921.	620.460	372.157	248.303	59
1922.	613.726	376.236	237.490	61
1923.	608.763	372.480	236.283	60

(1) D'après les statistiques de 1921.

(2) D'après les statistiques de 1923.

Ce tableau appelle deux observations.

On voit d'abord qu'en général le nombre des décès est assez réduit par rapport au nombre des naissances. Ce fait atteste la vitalité puissante de la race.

On remarque ensuite que, pour les années 1919 et 1920, le nombre des décès est très élevé par rapport au nombre correspondant des naissances. Cela indique un mauvais état social, qui s'explique d'ailleurs aisément, étant donné l'état général d'épuisement où le pays se trouvait à la suite de l'occupation ennemie.

LA SITUATION DE LA ROUMANIE EN 1919

A la fin de l'année 1919, la paix n'était pas encore rétablie en Roumanie. Son armée se trouvait mobilisée sur le Dniester et sur le Theiss pour la défendre contre les attaques des Soviets russes et des Soviets hongrois de Bela-Kuhn. Le Gouvernement roumain devait alors faire face à une situation extérieure inquiétante et à de graves difficultés à l'intérieur. Ces difficultés tenaient à plusieurs raisons, qu'on peut résumer ainsi :

1^o L'état général d'épuisement du pays, provoqué par les dévastations subies pendant la guerre, autant dans les régions envahies par les troupes ennemies, que dans celles qui furent le théâtre des opérations militaires et de la débâcle russe.

Il serait inutile de rappeler et d'insister ici, sur la capacité bien connue, de destruction méthodique dont les Allemands se sont montrés capables, durant la dernière guerre. Au lendemain de l'évacuation du sol roumain par les troupes ennemies, l'état d'appauvrissement était tel qu'il fallut importer, en Roumanie, pays éminemment agricole, de la farine et des vivres d'Amérique et d'Australie. A ce propos, nous rappelons aussi qu'on a vu précédemment, le pourcentage élevé du nombre des décès des années 1919 et 1920, par rapport au nombre des naissances de ces mêmes années.

D'autre part, la production était paralysée, le bétail et les machines agricoles emportés ou détruits, les transports complètement désorganisés, les voies ferrées considérablement éprouvées, les ponts détruits, le matériel roulant enlevé ou ruiné, les sondes pétrolifères détruites, pour empêcher l'ennemi de s'en servir, tel était l'état de lamentable détresse où se trouvait la production du pays.

Pour donner une idée de l'étendue de la crise des transports qui sévissait alors, nous reproduisons les chiffres suivants, concernant les 3.500 kilomètres de voies ferrées que possédait l'ancien royaume :

	Locomotives	Wagons
1916	764	20.000
1919	146	750 (environ)

De même, pour montrer la désorganisation de la production, nous indiquons que la balance commerciale accuse pour les années 1919 et 1920 des déficits respectivement de 3 milliards 658 millions de lei et de 3 milliards 533 millions de lei.

A ce sujet, nous croyons aussi utile d'ajouter que le total des dommages

de guerre, établis juridiquement par les tribunaux et les cours de constatation, a été évalué à 31 milliards 100 millions de lei or, environ, pour l'ancien royaume et à 508,5 millions de lei or pour les territoires libérés.

Ces quelques chiffres montrent mieux que tout autre commentaire l'étendue des dévastations subies et donnent une mesure de l'état d'épuisement qui en résulta pour le pays.

2^o Les modifications politiques, sociales et économiques qui dérivent des traités.

La Roumanie devait se transformer d'un jour à l'autre d'un état à organisation unitaire, comme l'était l'ancien royaume, en un État qui réunissait quatre régimes politiques, économiques et financiers différents. Le gouvernement avait ainsi à entreprendre, sans délai, une grande œuvre d'unification législative, intellectuelle et économique. Il pouvait, certes, dans l'accomplissement de sa tâche compter sur l'adhésion enthousiaste des populations enfin retrouvées. Mais il devait aussi suivre de très près les agissements d'une minorité irréductible, qui formait, la veille, la classe dominatrice des provinces nouvellement libérées et qui ne pouvait pas se résigner de bon cœur à son nouveau sort. D'ailleurs, certains encouragements de l'étranger, certains espoirs et illusions que gardaient et que gardent peut-être encore les anciens ennemis, dans l'instabilité des traités, étaient de nature à faire augmenter la force de résistance de ces minorités et à retarder l'œuvre d'unification du Gouvernement roumain.

Enfin, le Gouvernement devait procéder sans retard à l'unification monétaire.

Il fallait pour cela retirer de la circulation les 2 milliards 173 millions de billets que les troupes ennemies d'occupation avaient émis, en paiement des réquisitions. Ce dernier chiffre de 2 milliards 173 millions est d'ailleurs fort instructif par lui-même, si on tient compte que ces billets ont été émis dans les régions envahies, soit les deux tiers de l'ancien royaume, et que la circulation fiduciaire dans le territoire complet était, en 1916, au début de la guerre d'environ 800 millions de lei. Pour mieux montrer encore les bénéfices immenses que les Allemands ont obtenus et par conséquent la spoliation scandaleuse qui en résulta pour le pays, par la création de cette monnaie fictive, nous reproduisons le passage suivant d'un rapport du directeur technique allemand de la section d'émission, qui écrivait en mai 1918 :

« La création de cette section d'émission a présenté des avantages extraordinaires pour les puissances centrales parce que, par le Traité de paix de Bucarest, ces puissances ont imposé au Gouvernement roumain le remboursement des billets émis. La couverture de ces billets déposée à la Reichsbank de Berlin sera libérée de fait et reviendra de nouveau aux puissances centrales qui rentreront de cette manière gratuitement en possession des marchandises fournies par la Roumanie. L'entretien des troupes dans les territoires occupés devient également gratuit. De cette manière nous avons réalisé tous les espoirs fondés sur la création de ce nouveau moyen de paiement. »

Aujourd'hui ces billets ont été retirés de la circulation et l'État roumain n'a pas obtenu leur couverture de la Reichsbank.

Enfin, il fallait aussi changer les couronnes austro-hongroises et les roubles

russe (Romanoff, Kerensky et Soviétiques) qui se trouvaient en circulation au lendemain de la guerre en Transylvanie et en Bessarabie.

3^o Les modifications d'ordre constitutionnel.

Il est généralement bien connu qu'il y avait en Roumanie un problème agraire, soulevé par la répartition de la propriété rurale. A la veille de la guerre, cette répartition pouvait être ainsi résumée : une grande propriété englobant près de la moitié des terres cultivables, une propriété paysanne morcelée à l'excès et une propriété moyenne presque insignifiante. Voici, d'ailleurs, les chiffres correspondants :

	Surface (hectares)	Pour cent	Nombre des propriétaires	Pour cent
Petite propriété (1/2 à 10 hectares) . . .	3.153.645	40,3	920.939	95,4
Propriété moyenne (10 à 100 hectares) . .	862.800	11,0	38.723	4,0
Grande propriété (au delà de 100 hect.) .	3.810.351	48,7	5.385	0,6
TOTAL.	7.826.796		965.047	

Donc, près de la moitié des terres cultivables appartenait à 5.385 propriétaires, tandis que les 920.939 paysans cultivateurs n'en possédaient que 40 % soit 3^{ha} 315 en moyenne.

Un pareil état de choses, dont les inconvénients et l'injustice étaient évidents, ne pouvait pas subsister sans danger. Pour y porter remède, l'Assemblée constituante, réunie à Jassy, vota en 1917, en pleine guerre, alors que plus de la moitié du territoire se trouvait envahie, l'expropriation de la grande propriété en faveur des paysans cultivateurs.

Elle vota également, et presque en même temps que la réforme agraire, une grande réforme électorale, par laquelle l'ancien régime censitaire et restreint fut remplacé par le régime du suffrage universel.

Ces deux réformes constitutionnelles étaient à elles seules, même si on les avait appliquées dans des circonstances normales, susceptibles d'apporter des perturbations dans la situation générale du pays. On conçoit donc aisément quelle fut leur portée, le Gouvernement ayant été surpris, dans leur élaboration, par la guerre et ayant été obligé de les appliquer dès le rétablissement de la paix, à un moment où le souffle bolcheviste secouait tout le continent européen.

L'APPEL A L'EMPRUNT

Quels étaient les moyens, dont le Gouvernement roumain pouvait alors disposer pour surmonter les difficultés d'une pareille situation ?

Certainement dans d'autres circonstances, il n'aurait pas hésité à demander courageusement à l'impôt les ressources nécessaires pour tirer le pays de l'embarras. Mais la situation était telle, qu'il fallait agir autrement. Les foyers désorganisés ou ruinés, l'agriculture, principale richesse du pays, momentanément désorganisée par la pénurie de bétail et de machines agricoles et, surtout, par la mise en vigueur de la réforme agraire, le commerce et l'industrie paralysés par la crise des transports ; d'autre part, faute de temps et d'organisation, on n'avait pas pu établir encore un budget général du nouvel État et l'unification fiscale n'était nullement accomplie ; en un mot, on ne pouvait attendre de l'impôt la solution complète des difficultés.

Le Gouvernement roumain se trouva donc réduit à demander à l'emprunt les sommes qui lui étaient nécessaires.

Ainsi la Banque Nationale de Roumanie dut augmenter ses avances à l'État. Les chiffres suivants indiquent ces avances annuelles :

Année	Avances (millions lei)	Année	Avances (millions lei)
1916	496	1920	300
1917	552	1921	1.189
1918	544	1922	1
1919	2.197		

TOTAL, au 31 décembre 1922, des avances à l'État : 5.283 millions lei.

De même, en vertu d'un accord spécial la Banque Nationale a avancé à l'État les sommes nécessaires pour l'unification monétaire, savoir :

1920	4.068 millions lei
1921	2.959 —
TOTAL, au 31 décembre 1921, des avances pour l'unification monétaire.	7.027 millions lei

Pendant les années 1919 et 1920, l'État a émis pour la couverture de ses dépenses et en dehors des bons du Trésor intérieurs ou extérieurs, les emprunts intérieurs consolidés suivants :

Emprunt pour l'unité nationale 5 % 1919.	1.143 millions lei
— pour la réfection 5 % 1920 . . .	2.731 —
— de l'Ardeal 5 %	90 —

Voici maintenant quelle était la dette publique de la Roumanie, le 1^{er} avril 1921, en comparaison avec celle du 1^{er} avril 1914. Les chiffres que nous donnons sont extraits de l'exposé des motifs pour le projet du budget général de l'État, pour l'exercice 1921-1922, présenté par M. Titulesco, ministre des Finances. Ce fut le premier essai pour établir un budget général de la grande Roumanie. Par suite des événements politiques qui ont entraîné la démission du Cabinet dont M. Titulesco faisait partie, ce projet n'a pas été adopté.

Dette publique de la Roumanie en 1914.

Dette intérieure consolidée.	134 millions lei
— flottante	45 —
Dette extérieure consolidée.	1.552 —
— flottante	0
TOTAL	1.731 millions lei

Dette publique de la Roumanie au 1^{er} avril 1921.

Dette intérieure consolidée.	3.734 millions lei
— flottante	12.150 —
Dette extérieure consolidée.	1.552 —
— flottante	2.875 —
TOTAL	20.311 millions lei

A ces chiffres il faut ajouter encore :

Bons de réquisitions (non acquittés jusqu'au 1 ^{er} avril 1921).	1.000 millions lei
Crédits accordés pour l'exercice budgétaire précé- dent.	2.000 —
Dette dite de « libération » et quote-part dans la dette publique austro-hongroise d'avant-guerre.	4.000 —
TOTAL	27.311 millions lei

En passant mentionnons que cette dernière dette, que M. Titulesco évaluait à 4 milliards de lei, a été ultérieurement fixée de la manière suivante :

Dette dite de « libération » (1).		235 millions francs or
Dette gagée .	Capital .	43.175.000 couronnes papier.
		41.000.000 — or.
		71.340.000 francs.
	Annuités.	67.327.000 monnaies étrangères calculées en couronnes.
		297.000 marks allemands.
636.877 francs.		
		789.900 couronnes.
Dette non gagée		1.108.230.000 couronnes papier.
		493.431.000 — or en monnaies étrangères.

Au point de vue de la date d'émission, la dette publique de la Roumanie se décompose de la manière suivante :

<i>Dette contractée pendant la neutralité et jusqu'au 14 août 1916 .</i>	
Dette intérieure	800 millions lei
Dette extérieure	312,6 —
TOTAL	1.112,6 millions lei
<i>Dette contractée pendant la guerre et jusqu'au 18 novembre 1918.</i>	
Dette intérieure	1.350 millions lei
Dette extérieure	252 —
TOTAL	1.602 millions lei
<i>Dette contractée après la guerre et jusqu'au 1^{er} avril 1921.</i>	
Dette intérieure	14.500 millions lei
Dette extérieure	2.110 —
TOTAL	16.610 millions lei
<i>Dette publique extérieure de la Roumanie suivant la monnaie d'émission.</i>	
Francs français	965 millions
— belges	54 —
— suisses	2 —
Livres sterling	34 —
Lires italiennes	101 —
Dollars	94 —
Marks	70 —
Couronnes suédoises	6 —
— tchécoslovaques	285 —
Escudos	1 —
Pesetas	29 —

Un simple examen des tableaux qui précèdent montre l'énorme accroissement de la dette publique de la Roumanie à partir de 1914 et surtout après la guerre. On voit ainsi que la dette publique est passée de 1 milliard 731 millions de lei en 1914 à 27 milliards 311 millions de lei en 1921, ce dernier chiffre étant lui-même bien au-dessous de la réalité, puisque l'évaluation en lei de la dette extérieure a été faite, en comptant la monnaie d'émission d'après sa parité légale et non d'après les cours du jour. On remarque aussi la proportion importante de la dette flottante sur le total de la dette publique.

Il va sans dire que cette situation dérive directement de la guerre et qu'elle ne peut nullement être imputée aux gouvernements qui se sont vus obligés d'emprunter afin de pouvoir solder les dépenses de la guerre, du ravitaillement et de la mise en valeur du pays, si profondément éprouvé. La seule chose qu'on peut regretter, c'est de constater qu'il n'y a eu aucun plan d'ensemble,

(1) Cette dette est prévue par le traité de Saint-Germain. La Roumanie en est dégagée si les anciens ennemis ne remplissent pas intégralement leurs obligations fixées par les traités.

aucune directive générale présidant à la réorganisation envisagée. A cette critique, qui a été vivement formulée soit dans la presse, soit à la tribune du Parlement, les Gouvernements responsables ont répondu, en invoquant le manque général des capitaux disponibles, et en montrant qu'il n'était pas possible de contracter un grand emprunt international sans aliéner intégralement ou partiellement l'indépendance économique, voire même politique du pays. De telle manière, et faute des moyens nécessaires pour pouvoir envisager un programme d'ensemble, ils se trouvèrent obligés de suivre une politique d'arrangements à court terme.

LA CRISE

Mais une dette publique aussi écrasante, dont une grande partie n'était pas encore consolidée et menaçait à chaque instant le crédit du pays, ne pouvait pas tarder d'influencer la balance des changes, en avilissant la monnaie nationale et en déclenchant, par la suite, une profonde crise économique.

La crise était d'autant plus inévitable qu'elle constituait un phénomène général, devant avoir des répercussions sur la Roumanie. Nous reproduisons à ce sujet, le passage suivant du compte rendu des opérations de la Banque de France pendant l'année 1920 :

« L'année 1920 a vu naître et se développer une de ces crises générales qui, même en temps normal, viennent, d'un rythme régulier et presque inévitable, mettre à l'épreuve la force de résistance des grands marchés mondiaux. Celle-ci survenant en pleine période d'instabilité monétaire et de réadaptation, avant qu'il ait pu être remédié aux perturbations de la production et des échanges nées de la guerre, devait nécessairement revêtir une ampleur et une violence exceptionnelles.

« Dès l'automne de 1919, des signes précurseurs en avaient été aperçus sur les plus grands marchés d'outre-mer.

« Aux États-Unis, en vue de prévenir les excès d'une spéculation intense, favorisée par l'énorme mouvement de capitaux de la période de guerre, les institutions de réserve fédérale, élevèrent, par trois fois, en novembre, en décembre et en janvier, le taux de leurs escomptes.

« Au Japon, la Banque d'Émission multipliait aussi ses appels à la prudence, et portait successivement le taux de l'escompte de 6,75 % à 7,30 % en octobre et à 8,03 % en décembre.

« Ces avertissements pressants et répétés ne parvinrent pas à arrêter le développement et la généralisation de la crise.

« Elle ne tarda pas à se faire sentir en Europe, où l'Angleterre en éprouva les premières répercussions. »

La Roumanie devait ressentir cette crise générale, avec d'autant plus d'intensité, que l'état précaire de ses finances et sa situation économique peu favorable, en 1920, la rendirent impuissante à réagir contre les manœuvres tendancieuses de la spéculation, qui profita des troubles ainsi produits. On conçoit aisément le parti qu'on put tirer dans cette crise, où les facteurs psychologiques envenimèrent le malaise économique, du fait que la Roumanie n'avait pas encore un budget dûment établi et qu'elle avait interrompu momenta-

nément le service du coupon de ses rentes à l'étranger. Tous ces détails, dont on ne saurait méconnaître l'importance, ne furent du reste que des accidents, fâcheux, qui ne subsistèrent pas, une fois la paix réellement établie.

Un des signes révélateurs de la crise le plus profondément ressenti fut la tension des changes. Nous donnons maintenant un tableau, dont la première colonne indique l'indice mensuel du dollar, la valeur de cet indice étant 100 en 1913.

1920			1921		
	INDICE du dollar	CIRCULATION fiduciaire (millions)		INDICE du dollar	CIRCULATION fiduciaire (millions)
Janvier	1.367	4.428	Janvier	1.440	9.579
Février	1.340	4.500	Février	1.430	10.222
Mars	1.313	4.503	Mars	1.409	11.005
Avril	1.211	4.540	Avril	1.253	11.273
Mai	1.049	4.624	Mai	1.109	11.078
Juin	919	4.802	Juin	1.222	11.084
Juillet	734	4.988	Juillet	1.388	11.448
Août	839	6.477	Août	1.544	11.854
Septembre	923	7.867	Septembre	2.010	12.350
Octobre	1.097	8.907	Octobre	2.573	12.829
Novembre	1.340	9.170	Novembre	3.386	13.614
Décembre	1.485	9.486	Décembre	2.962	13.709

1922				1923			
	INDICE du dollar	CIRCULA- TION fiduciaire en millions lei	NOMBRES indices du coût de la vie		INDICE du dollar	CIRCULA- TION fiduciaire en millions lei	NOMBRES indices du coût de la vie
Janvier	2.539	13.741	1.622	Janvier	3.910	15.265	2.072
Février	2.506	13.669	1.622	Février	4.033	15.391	2.173
Mars	2.608	13.864	1.622	Mars	3.844	15.470	2.347
Avril	2.644	13.961	1.626	Avril	4.080	15.707	2.400
Mai	2.718	14.129	1.631	Mai	3.822	15.861	2.470
Juin	2.915	14.143	1.604	Juin	3.794	16.240	2.420
Juillet	3.217	14.267	1.633	Juillet	3.830	16.549	2.400
Août	2.992	14.570	1.605	Août	4.216	16.983	2.340
Septembre	3.000	15.157	1.685	Septembre	4.106	17.426	2.421
Octobre	3.106	15.363	1.757	Octobre	4.196	17.497	2.540
Novembre	3.106	15.353	1.916	Novembre	4.106	18.012	2.570
Décembre	3.217	15.126	2.017	Décembre	3.772	17.917	2.586

1924				1925			
	INDICE du dollar	CIRCULA- TION fiduciaire en millions lei	NOMBRES indices du coût de la vie		INDICE du dollar	CIRCULA- TION fiduciaire en millions lei	NOMBRES indices du coût de la vie
Janvier	3.938	17.711	2.680	Janv er	3.719	19.149	3.122
Février	3.711	17.837	2.740	Février	3.784	19.122	3.185
Mars	3.711	17.832	2.700	Mars	3.939	19.071	3.200
Avril	3.711	17.659	2.630	Avril	4.196	19.069	3.250
Mai	3.938	17.753	2.650	Mai	4.106	19.120	3.560
Juin	4.488	18.692	2.640	Juin	4.106	19.381	3.390
Juillet	4.488	18.147	2.660	Juillet	3.939	19.576	3.280
Août	4.195	18.682	2.840	Août	3.784	20.153	3.275
Septembre	3.711	18.871	2.900	Septembre	3.939	20.649	3.176
Octobre	3.574	19.164	2.965	Octobre	4.021	20.683	3.212
Novembre	3.574	19.227	3.000	Novembre	4.196	20.369	3.275
Décembre	3.796	19.397	3.080	Décembre	4.196	20.222	3.370

La valeur mensuelle de l'indice du dollar a été prise d'après le *Recueil mensuel* de l'Institut International du Commerce de Bruxelles. Elle est calculée

d'après les cours cotés à la Bourse de Londres. La bourse étrangère où sont effectuées les opérations les plus importantes en lei, est celle de Paris. D'autre part, il y a parfois des écarts assez sensibles entre les parités du lei sur les bourses de Londres et de Paris et les cours correspondants de la livre et du franc à Bucarest. Mais, puisque ces écarts en se produisant dans un sens, comme dans le sens contraire, se compensent en quelque sorte, nous avons pensé qu'il n'y avait pas d'inconvénient à adopter les chiffres données par l'Institut International de Commerce de Bruxelles.

L'indice mensuel du dollar nous montre une ascension lente ou plutôt moins rapide comme dans la suite, des changes, pendant l'année 1920 et le premier semestre de 1921 — l'indice s'élevant de 1.367 en janvier 1920 à 1.544 en août 1921. Cette dépréciation du lei s'explique, comme on l'a vu plus haut, par l'inflation due aux dépenses de la guerre et surtout par l'inflation résultée de l'émission des autorités d'occupation ennemie.

Il y eut ensuite, pendant les mois de septembre, octobre et novembre 1921, une ascension vertigineuse des changes, un véritable effondrement du lei. La presse, tant nationale qu'étrangère, où la chute brusque du lei a soulevé de nombreux commentaires, semble enregistrer que l'étincelle ayant allumé l'incendie, fut la déconfiture de la Banca Natiunei, fait connu dans les milieux financiers dès le mois de septembre 1921 et rendu officiel le mois suivant. La déclaration en faillite de la Banca Natiunei eut d'ailleurs des répercussions importantes et se trouva étroitement liée à la crise bancaire, dont nous allons nous occuper plus loin. Nous voulons pour le moment insister sur ce qu'il y avait d'inévitable dans cette crise des changes, qu'un événement, pareil à la débâcle de la Banca Natiunei ne pouvait que précipiter, mais non déterminer.

Parmi les causes précédemment exposées, susceptibles d'influencer les changes, comme fut la désorganisation momentanée des finances publiques, la suppression temporaire du service du coupon à l'étranger et la balance commerciale déficitaire, il convient d'en ajouter beaucoup d'autres, dont nous nous proposons d'indiquer les plus importantes.

La première de ces causes est l'inflation. La Roumanie passa d'une circulation fiduciaire de 4 milliards 428 millions de lei en janvier 1920 à une circulation fiduciaire de 13 milliards 709 millions de lei en décembre 1921, soit 800 lei par tête d'habitant, ce qui fut excessif. D'après les considérations de M. Bibicesco, ancien gouverneur de la Banque Nationale, la Roumanie devait avoir une circulation fiduciaire de 3 à 4 milliards de lei. Et cette circulation était à la fin de l'année 1921 de 14 milliards de lei ! Il convient pourtant de remarquer que l'inflation en Roumanie eut pour but surtout de réaliser l'unification monétaire et de retirer les papiers émis par les autorités d'occupation ennemies. Sur les 9 milliards de billets nouveaux, plus de 7 milliards servirent à l'unification monétaire, tandis que les avances à l'État ne furent augmentées qu'à peine de 1 milliard 500 millions. Bien que l'inflation n'eût pas pour but de combler le gouffre d'un budget en déficit, comme il arrive généralement, elle ne pouvait néanmoins tarder à influencer la vie économique du pays et à peser sur les changes étrangers.

Une autre cause de l'effondrement du lei, qu'il convient de nommer est

l'immense dette contractée par les particuliers à l'étranger. On peut apprécier l'importance de cette dette, sur le tableau suivant :

*Dettes contractées par les particuliers à l'étranger
(d'après les déclarations faites jusqu'au 1^{er} novembre 1924 à l'Office des paiements à l'étranger).*

	DETTE contractées jusqu'au 11 novembre 1918	DETTE contractées entre le 11 novembre 1918 et le 1 ^{er} janvier 1922	TOTAL des dettes contractées jusqu'au 1 ^{er} janvier 1922	DETTE régularisées par arrange- ments personnels et retirées jusqu'au 1 ^{er} novembre 1922	TOTAL restant
Francs français.	19.653.000	92.903.000	112.556.000	32.253.000	80.303.000
Francs belges.	689.000	11.854.000	12.543.000	299.000	12.244.000
Livres sterling.	586.965	2.163.365	2.752.330	782.745	1.969.585
Lires italiennes.	369.980	90.028.000	90.397.980	17.390.768	73.007.212
Francs suisses.	2.143.130	21.438.520	23.581.650	724.867	22.856.783
Francs or.	2.309.340	15.900	2.325.240	264.122	2.061.118
Dollars.	68.715	95.599	164.314	60.657	103.657
Couronnes tchécoslovaques.	125.410	63.246.630	63.372.040	3.016.071	60.355.969
Drachmes.	"	33.000	33.000	"	33.000
Livres turques.	"	194.455	194.455	"	194.455
Couronnes suédoises.	4.320	27.500	31.820	"	31.820
Couronnes norvégiennes.	8.000	5.000	13.000	"	13.000
Pesos argentins.	"	28.000	28.000	"	28.000
Florins hollandais.	198.440	120.330	318.770	29.016	289.754

Au lendemain de la guerre, le leu se trouvant déprécié, il y eut en Roumanie un courant optimiste, encouragé même par les membres du Gouvernement, qui laissait espérer un prompt relèvement du change national. De telle manière que les commerçants confiants dans les richesses du pays et les déclarations de ses gouvernants, ajournèrent, dans l'espoir d'obtenir des conditions plus favorables, le règlement de leurs dettes d'avant-guerre. Or, à ces dettes d'avant-guerre vinrent s'ajouter celles d'après-guerre dont l'explication se trouva dans la nécessité de mise en valeur et de reconstruction du pays. C'est ainsi qu'une autre cause, d'une force singulièrement puissante, secoua le change roumain déjà fortement ébranlé par ailleurs.

Enfin, pour montrer encore combien la situation du leu était difficile, nous rappellerons que l'encaisse métallique dont la Banque Nationale disposait avant la guerre, soit 323 millions or environ, se trouvait et se trouve toujours confisquée à Moscou par le gouvernement des Soviets russes. En 1917, pendant la guerre, lorsque la pression ennemie de plus en plus forte faisait prévoir l'impossibilité de garder le territoire non encore envahi, le Gouvernement roumain décida, après avoir consulté et obtenu la garantie des ambassadeurs alliés, d'envoyer à Moscou tout l'or effectif, monnaies étrangères or, bijoux, etc., qui restait encore, afin d'éviter que ces richesses puissent être saisies par l'ennemi. Le trésor envoyé, dont la valeur dépasse de beaucoup 1 milliard de lei or, contenait, outre l'encaisse métallique de la Banque Nationale, les dépôts de la Banque Nationale et de la Caisse des Dépôts et Consignations, les bijoux de la couronne de Roumanie et des particuliers. Lors de la révolution russe, il resta sous la mainmise du Gouvernement bolchevik et aucun accord en vue de sa restitution à la Roumanie ne put aboutir.

Après toutes les causes précédemment énumérées, qui déterminèrent la baisse du leu, nous allons en indiquer une autre, dont l'effet fut contraire à celui prévu. Elle créa une atmosphère déplorable à l'égard de la Roumanie et empêcha par la suite, le relèvement rapide de son change.

Le 9 novembre 1921, parut dans le *Moniteur officiel* de Bucarest un décret ministériel stipulant que « les dépôts en lei dans les banques roumaines se trouvant au compte de maisons étrangères le soir du 5 novembre, ou qui y seront versés ultérieurement ne pourront faire l'objet d'aucune sorte de transaction, et que la transmission de ces fonds, même par simple virement entre deux comptes existant dans la même banque, ne pourra être faite sans l'autorisation d'une commission de contrôle ».

Cette disposition dont le but évident fut d'enrayer la spéculation, mais dont l'arbitraire n'échappa à personne, souleva des protestations unanimes dans la presse et dans les milieux financiers européens, qui entraînèrent, sur la plupart des places étrangères, la suppression de la cotation du lei. Ainsi, elle ne put durer. Le ministre des Finances vient de publier que, sur les 4 milliards 957 millions de lei bloqués en novembre 1921, il en restait, en février 1923, 4 milliards 28 millions; en juillet 1923, 2 milliards 738 millions; en janvier 1924, 616 millions et enfin, en février 1924, 202 millions qui furent depuis complètement libérés. Dans notre étude, nous n'avons pour but de formuler aucune critique. Mais il semble généralement établi que les conséquences de cette disposition furent défavorables pour la Roumanie.

* *

Un autre aspect de la crise en Roumanie fut la crise bancaire.

De tout temps, les capitaux étrangers ont trouvé en Roumanie des débouchés importants et ont contribué pour beaucoup au développement économique du pays. Ainsi, la plupart des grandes banques d'aujourd'hui ont été, à leur origine, des créations de banques étrangères et plus spécialement des banques allemandes ou austro-hongroises. Pour en nommer quelques-unes, nous citerons la « Banca Generala » qui a été fondée en 1897 par la « Diskonto Gesellschaft », la « Banca de Crédit roman » créée par « Länder Bank » et « Niederösterreichische Escomptegesellschaft » et la « Banque Marmorosch et C^{ie} » elle-même qui a été soutenue à ses débuts par la « Pester Commercial Bank » et la « Darmstadterbank ».

La guerre arrivée, les capitaux allemands se retirèrent et aucun capital étranger ne vint les remplacer, de telle sorte que les banques roumaines se trouvèrent livrées à leurs seules ressources. D'autre part, l'accomplissement du programme de transformation économique du pays réclama leur concours. Elles furent ainsi amenées à augmenter leur capital. Le tableau suivant montre la grande proportion dans laquelle cette augmentation fut effectuée.

	Capital (en millions lei)	
	1916	1920
Banque Marmorosch Blank & C ^{ie}	20,0	125
Banca Romouscasca	26,0	100
Banca Agricola	18,5	90
Banque d'Escompte de Roumanie	10,0	80
Banque de Crédit de Roumanie	20,0	70
Banca Natiunei	5,0	50
Banque Commerciale roumaine	12,0	50
Banque franco-roumaine	4,0	25
Banque du Syndicat agricole (Jalomitza) . . .	2,0	25

Leur capital augmenté, ces banques l'investirent dans toutes sortes d'entre-

prises industrielles ou commerciales. Ce fut l'excès d'immobilisations, en dehors des autres facteurs économiques, qui détermina la crise bancaire.

Dans cet ordre d'idées, le développement de la Banca Natiunei, dont il a été question plus haut est caractéristique. Fondée en 1912, ayant un capital initial de 5 millions de lei, elle travaillait en étroite liaison avec la Banca Generala. En 1920, son capital fut porté de 5 millions à 50 millions et ensuite à 100 millions. Ces augmentations lui étaient d'ailleurs indispensables par suite des nombreuses entreprises qu'elle avait fondées. Mais la liquidité de ses ressources étant insuffisante, la crise que la Roumanie traversait alors ne pouvait tarder de la mettre dans l'embarras. Sa disparition entraîna de grandes difficultés pour les autres banques, qui se trouvaient en rapport d'affaires avec elle, et provoqua ainsi la crise bancaire.

A la crise bancaire vint s'ajouter également une crise de numéraire. Cette crise peut paraître paradoxale, étant donnée l'inflation.

Au lendemain de la guerre, le numéraire était abondant et recherchait des placements. Comme on vient de le voir, la plupart des sociétés importantes profitèrent de cette situation avantageuse pour augmenter leurs capitaux. Les valeurs en bourse étaient très recherchées lorsque brusquement la crise s'est produite et le manque de numéraire commença à se faire sentir. Les valeurs, en bourse, virent baisser leurs cours aussi rapidement qu'ils s'étaient élevés. Les actions de la Banque Marmorosch Blank et C^{ie}, banque du pays, la plus importante après la Banque Nationale, étaient arrivées en 1920 jusqu'à 2.300 lei, pour tomber en janvier 1921 à 1.485 lei, ensuite en novembre 1921 à 905. En avril-mai 1923, ces mêmes actions se trouvaient à 690 lei et elles sont aujourd'hui à 660-670.

Le manque de numéraire fut singulièrement aggravé par la thésaurisation pratiquée dans les classes paysannes. Les prix des produits agricoles étant très élevés, les paysans réalisaient par la vente de leurs récoltes des sommes importantes. Leurs besoins étant assez limités, ils gardaient ces sommes dans le « bas de laine » et elles disparaissaient ainsi de la circulation.

Enfin, aucune forme, aucune conséquence de la crise ne fut épargnée à la Roumanie. A la sous-production, au désordre monétaire devait fatalement s'ajouter la hausse progressive des prix, avec toutes les conséquences que cette augmentation comporte.

L'élément le plus caractéristique de l'intensité et de l'évolution de la crise en Roumanie, fut l'extrême variabilité des changes appréciés. Nous donnons à ce sujet, un tableau dont la première colonne contient les moyennes annuelles de l'indice du dollar, la seconde, les déviations types (1) (standard-déviation)

(1) Nous rappelons que, étant données les quantités

$$x_1, x_2, \dots, x_n.$$

On appelle déviation type (standard-déviation) la quantité :

$$\sigma = \sqrt{\frac{\sum_{i=1}^n (x_i - m_n)^2}{n}}$$

m_n étant la moyenne des x , ou :

$$n m_n = \sum_{i=1}^n x_i.$$

De même, on appelle coefficient de variabilité la quantité :

$$\sigma \frac{100}{m_n}$$

annuelles de cet indice, par rapport aux moyennes annuelles et enfin la troisième, les coefficients annuels de variabilité, la moyenne annuelle étant supposée égale à 100.

ANNÉES	MOYENNES annuelles	DÉVIATIONS types	COEFFICIENTS de variabilité
1920.	1.135	230,4	20,30
1921.	1.810	722,5	39,90
1922.	2.881	260,3	9,036
1923.	3.976	154,8	3,893
1924.	3.901	316,4	8,110
1925.	3.894	246,2	6,164
1920-1925.	2.915	1.178,0	40,41

On voit ainsi que le coefficient annuel de variabilité est passé de 20,30 en 1920 à 39,9 en 1921 pour descendre l'année suivante à 9,036. On peut donc affirmer que le point culminant de la crise fut atteint en 1921 et que depuis les changes ont retrouvé une certaine stabilité, assez précaire du reste, le coefficient de variabilité étant pour la période 1922-1924 égal à 13,9.

La dépréciation du change entraîna la hausse des prix. Comme on peut le constater en examinant les valeurs précédemment reproduites, du nombre indice du coût de la vie, la hausse des prix suivit, quoique avec un certain retard, la dépréciation du change, et elle n'a pas encore cessé de progresser. Malgré cette augmentation ininterrompue des prix, le pouvoir d'achat du leu à l'intérieur fut toujours de beaucoup supérieur à son pouvoir d'achat à l'étranger. C'est du reste là un phénomène bien connu et tout à fait général pour les pays à change déprécié. Pour mieux le saisir, nous donnons le tableau suivant, dans lequel la première colonne représente le pouvoir d'achat du leu à l'intérieur, la seconde son pouvoir d'achat aux États-Unis et la dernière, la disparité du leu aux États-Unis. Le pouvoir d'achat du leu tant à l'intérieur qu'aux États-Unis est supposé égal à 1.000 en 1913.

ANNÉES	POUVOIR d'achat à l'inté- rieur	POUVOIR d'achat États- Unis	DISPA- RITÉ aux États- Unis	ANNÉES	POUVOIR d'achat à l'inté- rieur	POUVOIR d'achat États- Unis	DISPA- RITÉ aux États- Unis
1922 :				1924 :			
Janvier	62	32	30	Janvier	37	18	19
Février	62	32	30	Février	37	19	18
Mars	62	31	31	Mars	37	19	18
Avril	62	30	32	Avril	38	20	18
Mai	61	29	32	Mai	38	19	19
Juin	62	27	35	Juin	38	17	21
Juillet	61	24	37	Juillet	38	17	21
Août	62	25	37	Août	35	17	18
Septembre	59	25	34	Septembre	35	19	16
Octobre	57	24	33	Octobre	34	20	14
Novembre	52	22	30	Novembre	33	19	14
Décembre	50	21	29	Décembre	32	18	14
1923 :				1925 :			
Janvier	48	17	31	Janvier	32	18	14
Février	46	17	29	Février	30	18	12
Mars	43	17	26	Mars	29	17	12
Avril	48	16	32	Avril	29	16	13
Mai	41	18	23	Mai	29	17	12
Juin	41	18	23	Juin	29	17	12
Juillet	42	18	24	Juillet	30	17	13
Août	43	17	26	Août	30	17	13
Septembre	42	17	25	Septembre	31	17	14
Octobre	39	17	22	Octobre	31	16	15
Novembre	39	17	22	Novembre	30	15	16
Décembre	39	18	21	Décembre	30	15	15

Ce tableau a été établi de la manière suivante : les nombres de la première colonne sont égaux respectivement à :

$$1000 \cdot \frac{100}{i}$$

i étant l'indice mensuel du coût de la vie. Les nombres de la seconde colonne sont égaux respectivement à :

$$1000 \cdot \frac{100}{d} \cdot \frac{100}{b}$$

d étant l'indice mensuel du dollar et b l'indice Bradstreet des prix de gros.

Les publications statistiques ne donnant l'indice des prix de gros en Roumanie qu'à partir de 1925, nous avons employé, pour le calcul du pouvoir d'achat du leu, à l'intérieur, l'indice du coût de la vie. Ce dernier indice suit les mêmes mouvements que le premier et présente au moins l'avantage d'être publié à partir de 1922. Malgré cette imperfection on peut voir sur le tableau que le pouvoir d'achat intérieur tend vers le pouvoir d'achat extérieur. Pourtant, il est resté pendant ces dernières années supérieur à celui-ci. Cette disparité est expliquée en grande partie, par les taxes d'exportation que les gouvernements successifs ont imposées, en vue de protéger le marché intérieur.

Il est à remarquer également que le pouvoir d'achat du leu aux États-Unis — et on peut de là l'affirmer pour tout pays à étalon or — est resté pendant les années 1923, 1924 et 1925 presque stabilisé autour de la valeur moyenne 0,018 leu d'avant-guerre.

LE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DE LA ROUMANIE

Nous allons maintenant essayer de présenter rapidement les progrès accomplis par la Roumanie afin de sortir de la crise où elle se débattait au lendemain de la guerre.

Le principal effort fut porté vers la production et vers l'intensification du commerce extérieur. Ces quelques tableaux concernant la production, que nous reproduisons ci-dessous, montreront la portée de cet effort. Les chiffres que nous donnons sont tous tirés des publications officielles, notamment des exposés des motifs relatifs aux derniers budgets de la Roumanie. Il est donc à espérer que leur élaboration a été accomplie avec la rigueur et l'objectivité exigées par les méthodes statistiques.

En regardant la progression ascendante des surfaces cultivées, on y remarquera sans doute que la réforme agraire, quoique en cours d'application, loin d'avoir été l'obstacle tant redouté pour la reprise des travaux agricoles, fut au contraire l'élément pondérateur qui épargna au pays des mouvements révolutionnaires et lui assura ainsi la stabilité indispensable au développement de sa production.

On remarquera également que, malgré les efforts prodigués durant ces dernières années, l'industrie pétrolifère n'est pas encore arrivée à son rendement d'avant-guerre. Cette simple observation est susceptible, à elle seule, de mon-

trer l'étendue des dommages subis par cette industrie et faire voir les conséquences qui s'ensuivirent pour la richesse nationale.

La production des quatre principales céréales (hectolitres).

	1920	1921	1922	1923	1924	1925 (1)
Blé	22.050.034	27.648.749	32.687.407	35.769.258	25.576.973	38.087.795
Mais.	61.512.135	37.471.613	39.304.844	51.277.991	52.198.506	59.424.170
Orge.	22.962.591	15.517.886	32.262.228	21.399.124	11.463.543	16.953.040
Avoine.	21.488.794	20.544.778	29.288.213	21.662.927	14.768.717	18.294.924

(1) Données provisoires .

Surfaces cultivées (hectares).

	1920	1921	1922	1923	1924	1925
Blé	2.022.710	2.488.335	2.649.640	2.690.341	3.172.102	3.300.887
Mais.	3.295.148	3.443.990	3.403.854	3.404.492	3.621.454	3.930.780
Orge.	1.400.173	1.569.373	1.727.454	1.878.391	1.850.731	1.704.061
Avoine.	966.393	1.339.006	1.393.522	1.345.402	1.236.580	1.184.847
Divers.	937.776	1.302.194	1.223.819	1.393.447	1.507.277	1.750.559
TOTAL GÉNÉRAL . .	8.658.480	10.042.898	10.338.289	10.712.073	11.388.144	11.871.134

La production pétrolière.

Années	Quantités (milliers tonnes)	Valeur (millions lei)
1918	1.855	9
1919	855	143
1920	1.108	739
1921	1.168	1.021
1922	1.372	1.875
1923	1.512	3.756
1924	1.860	4.813
1925	2.314	6.000

La production carbonifère (lignite, houille, anthracite).

Années	Quantités (milliers tonnes)	Valeur (millions lei)
1919	1.559	226
1920	1.587	568
1921	1.804	929
1922	2.116	1.111
1923	2.512	1.788
1924	2.773	3.522

Production industrielle.

		1921	1922	1923	1924	1925
Sucre.	wagons	2.900	2.090	7.254	8.460	11.005
Huiles végétales .	—	1.300	2.840	2.267	1.480	1.326
Papier.	—	1.325	1.890	2.400	2.500	3.100
Bière	hectolitres	603.465	771.000	884.562	801.000	800.000
Ciment	wagons	10.000	13.000	18.700	15.700	18.625
Plâtre.	—	2.100	2.800	3.350	1.850	2.000
Tanneries	tonnes	3.553	5.323	5.400	3.000	2.800
Verrerie soufflée .	wagons	639	1.100	1.275	1.835	3.550
Briques réfractai- res	—	800	1.800	2.000	2.000	2.000
Chaussures de luxe	paires par jour	—	1.000	1.200	1.000	1.250
Bois de construc- tion.	mètres cubes	2.500.000	4.350.000	5.222.440	3.624.000	3.815.000
Soude.	wagons	660	810	896	948	1.087
Acide sulfurique .	—	—	1.500	1.800	1.800	2.100

Nombre et capital des sociétés par actions de 1919-1925.

NATURE des sociétés	1919		1920		1921		1922		1923		1924		1925	
	Nombre des sociétés	Capital (millions)	Nombre	Capital	Nombre	Capital	Nombre	Capital	Nombre	Capital	Nombre	Capital	Nombre	Capital
Banques	486	711	542	1.137	556	2.406	683	3.335	729	3.843	767	4.127	882	5.240
Sociétés industrielles . .	321	1.007	447	2.767	529	5.107	720	7.549	805	11.054	866	12.557	1.001	15.570
— commerciales	100	132	146	337	159	468	218	1.126	259	1.329	288	1.480	340	1.670
— diverses	22	132	19	98	22	114	29	153	34	166	38	194	45	259
TOTAL	929	1.982	1.154	5.169	1.266	8.095	1.650	12.163	1.827	16.392	1 959	18.358	2.268	22.739

Les progrès réalisés par l'industrie et le commerce ont réussi à redresser la balance commerciale, visible, en faveur de la Roumanie.

Voici maintenant la balance commerciale relative à ces dernières années :

Années	Importations		Exportations		Différences millions de lei
	Quantités milliers de tonnes	Valeurs millions de lei	Quantités milliers de tonnes	Valeurs millions de lei	
1919	414	3.762	109	104	— 3.658
1920	304	6.980	1.467	3.448	— 3.532
1921	615	12.145	2.713	8.263	— 3.882
1922	584	12.325	4.070	14.039	+ 1.714
1923	699	19.516	4.901	24.594	+ 5.078
1924	801	26.192	4.731	27.824	+ 1 632

Les exportations sont donc passées de 109 milliers de tonnes en 1919 à 4.725 milliers de tonnes en 1924, soit 4.500 % environ. La balance commerciale qui présentait pendant les années 1919-1921 un déficit annuel d'environ 3 milliards 700 millions de lei, accuse pendant les trois dernières années un excédent de plus de 8 milliards de lei.

En regardant les résultats obtenus, il faut tenir compte aussi des obstacles soulevés par le Gouvernement afin de protéger la consommation intérieure contre le commerce extérieur. Préoccupés d'assurer le ravitaillement du pays et d'empêcher une hausse vertigineuse des prix intérieurs, les différents gouvernements qui se sont succédé au pouvoir pendant les dernières années ont tous imposé des mesures restrictives. Au lendemain de la guerre on avait adopté le système d'une quote-part réservée à la consommation intérieure à des prix tarifés. Ce système ayant échoué, le Gouvernement roumain pratique, depuis 1922, le système de la liberté de sortie après paiement des taxes d'exportation perçues en or ou en monnaies étrangères à un cours de conversion préalablement fixé par les autorités douanières.

Mais en appliquant même ce dernier système l'exportation se trouva entravée. Au début, les droits de sortie furent établis de manière à ne pas porter atteinte à l'exportation. Mais, la dépréciation du lei continuant, les prix augmentèrent et ces taxes ne tardèrent pas à mettre les exportateurs roumains en position d'infériorité par rapport à la concurrence mondiale. L'exportation fut pourtant poursuivie malgré tous ces écueils.

Les principaux produits exportés furent : les céréales, le bois et le pétrole. Ces trois produits représentèrent en quantité et en valeur plus de 80 % de l'exportation totale du pays.

Nous donnons ici un court aperçu sur le commerce extérieur de la Roumanie pendant ces dernières années :

ANNÉES	I. ANIMAUX ET PRODUITS ANIMAUX				II. PRODUITS DU SOL				III. PRODUITS DU SOUS-SOL				IV. PRODUITS COMBINÉS DES GROUPES I, II, III			
	Quantités (milliers tonnes)		Valeurs (millions lei)		Quantités (milliers tonnes)		Valeurs (millions lei)		Quantités (milliers tonnes)		Valeurs (millions lei)		Quantités (milliers tonnes)		Valeurs (millions lei)	
	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.
1920. . . .	19	5	1.523	43	141	1.777	3.924	2.719	102	281	816	676	43	3	639	9
1921. . . .	27	39	2.102	970	179	2.224	5.747	5.143	324	399	2.316	1.973	83	5	1.542	43
1922. . . .	22	70	1.476	1.427	158	3.218	6.125	7.969	282	573	2.555	2.623	88	20	1.644	144
1923. . . .	26	70	3.612	2.202	163	4.207	8.963	18.494	440	577	3.826	3.429	72	23	3.313	247
1924. . . .	23	91	4.750	2.112	189	4.076	12.139	19.194	526	541	5.849	3.550	64	23	3.454	260

Parallèlement au redressement de l'industrie on a effectué le redressement des finances de l'État.

Le budget concernant l'exercice 1922-1923 fut surtout un budget de mise à point. A cause de l'impossibilité dans laquelle on se trouva de pouvoir se procurer les données exactes concernant la puissance de contribution de la Roumanie nouvelle, il fut plutôt fondé sur des présomptions. Néanmoins, il accusa un excédent de recettes sur les prévisions d'environ 3 milliards 500 millions de lei. Cet excédent fut presque intégralement affecté à la réfection des chemins de fer.

Le budget de 1923 fut établi seulement pour neuf mois (avril-décembre) au chiffre d'environ 17 milliards de lei. Il se solda par un excédent de 3 milliards 746 millions de lei. Pendant l'année 1923, on put reprendre le service de la dette publique tant à l'intérieur qu'à l'étranger et augmenter les allocations des différents services publics. Le prix de la vie augmentant continuellement, l'État dut à son tour majorer les traitements de ses fonctionnaires.

De même, le budget pour 1924 fut établi à 23 milliards 800 millions de lei. Il assura pleinement le service de la Dette publique à l'intérieur comme à l'étranger. Il contribua à régler le passé et à arrêter le discrédit qui pesait de jour en jour plus lourdement sur l'État roumain.

Enfin, le budget de 1925 fut le quatrième budget équilibré de la Roumanie d'après-guerre. Les crédits accordés furent de 28 milliards 500 millions de lei, tandis que les recettes furent évaluées à 31 milliards 700 millions. La clôture effective de l'exercice n'aura lieu que le 30 juin 1926. Mais il semble certain, à l'heure actuelle, que les recettes seront d'environ 36-37 milliards de lei, soit un excédent de recettes effectives de 4 à 5 milliards de lei. Grâce à ces conditions favorables, les allocations des fonctionnaires furent augmentées.

Les tableaux que nous reproduisons ci-dessous permettront de se rendre compte du bon fonctionnement de l'appareil fiscal pendant ces dernières années.

**SITUATION DES ENCAISSEMENTS COMPARATIVEMENT AUX ÉVALUATIONS BUDGÉTAIRES
POUR LES EXERCICES 1922-1923, 1923 (BUDGET DE 9 MOIS), 1924 ET 1925 JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE 1925**

NATURE DES RECETTES	EXERCICE 1922-1923		EXERCICE 1923 Budget de 9 mois		EXERCICE 1924		EXERCICE 1925	
	Évaluations	Encaissements	Évaluations	Encaissements	Évaluations	Encaissements	Évaluations	Encaissements jusqu'au 30 sept. 1925
Impôts directs.	650.000.000 "	1.463.887.910 69 1/2	1.577.000.000 "	2.235.511.990 59 1/2	2.990.000.000 "	3.206.926.106 23	3.498.000.000 "	2.385.406.547 25
— indirects.	3.310.000.000 "	6.247.728.177 80	5.885.300.000 "	8.192.931.579 98 1/2	8.445.000.000 "	11.240.648.137 22	9.635.000.000 "	7.692.113.020 11
Droits de timbre et d'enregis- trement.	571.050.000 "	1.105.856.584 97 1/2	901.200.000 "	1.432.420.028 62	1.411.400.000 "	1.692.602.663 32	1.601.500.000 "	1.487.607.117 60
Monopoles de l'État.	1.626.500.000 "	2.108.532.762 32 1/2	1.770.000.000 "	2.201.531.853 01 1/2	3.430.500.000 "	3.573.049.720 48 1/2	4.711.386.000 "	3.384.705.756 62
Ministère des Communications. .	3.125.712.200 "	1.951.393.264 05	3.542.746.500 "	2.292.958.586 78	5.191.695.000 "	5.196.589.118 64	9.634.935.000 "	3.842.453.218 90
Domaine de l'État.	186.086.000 "	254.594.357 83	284.420.000 "	352.541.188 47 1/2	445.730.000 "	416.467.012 87 1/2	384.000.000 "	333.926.102 92
Subventions.	31.950.000 "	33.874.142 03	27.874.197 50	34.742.858 18	37.363.763 33	53.680.756 95	45.311.846 66	42.764.353 17
Ministère des Finances.	142.835.000 "	970.111.856 40 1/2	854.952.000 "	1.055.659.940 89	1.020.168.313 34	1.485.593.400 23 1/2	988.883.549 34	720.024.131 97
— de l'Intérieur.	34.806.000 "	26.068.720 46 1/2	35.624.750 "	17.719.148 67	51.523.000 "	42.748.344 97	38.653.000 "	39.750.760 06
— de la Justice.	16.410.000 "	20.056.889 16	15.840.000 "	30.505.245 18	55.580.000 "	55.471.533 79	54.470.000 "	45.710.222 14
— des Affaires étran- gères.	30.000.000 "	15.768.734 26	40.000.000 "	17.186.405 51	75.000.000 "	58.178.139 24	70.000.000 "	19.547.761 15
Ministère des Domaines et de l'Agriculture.	11.175.000 "	10.134.397 99	31.190.000 "	20.354.625 54	33.360.000 "	36.819.730 87	41.090.000 "	14.845.834 23
Ministère du Travail et de la Santé, etc.	(1)	"	"	"	"	"	"	"
Ministère du Travail, de la Co- opération et des Assurances sociales.	(2)	"	56.149.600 50	24.285.679 99	118.898.923 33	79.038.550 77	38.713.784 "	4.023.000 23
Ministère de l'Industrie et du Commerce.	309.022.000 "	167.758.227 76	363.590.000 "	150.053.170 67	641.975.000 "	223.932.498 54	770.240.000 "	126.167.132 28
Ministère de la Guerre.	2.280.000 "	37.847.105 70	3.035.000 "	18.190.614 18	20.275.000 "	32.534.028 98	28.270.000 "	20.890.939 67
Ministère des Travaux publics. de l'Instruction et des Cultes.	1.400.000 "	975.168 47	700.000 "	2.473.540 37	1.700.000 "	3.357.840 95	2.500.000 "	1.720.071 73
— des Cultes.	12.186.282 "	20.598.699 97	36.865.870 "	19.084.509 92	59.811.000 "	28.822.807 55	33.972.900 "	13.376.382 03
Recettes non prévues au bud- get, marchandises en dépôt, débiteurs et disponibles à l'étranger.	436.871.000 "	288.237.167 35	"	"	"	"	13.846.720 "	8.387.364 64
TOTAL GÉNÉRAL.	10.498.283.482 "	14.403.424.166 53 1/2	15.406.457.918 "	17.767.754.059 57	24.000.000.000 "	27.426.450.420 61 1/2	31.750.000.000 "	20.201.707.953 "
(*)	"	710.067.354 72	"	1.023.773.436 12	"	317.539.835 73	"	12.246.527.416 69
TOTAL GÉNÉRAL des encaisse- ments.	10.498.283.482 "	15.113.491.521 25 1/2	15.406.457.918 "	18.791.527.495 69	24.000.000.000 "	27.744.040.258 04 1/2	31.750.000.000 "	2.838.790.088 51
								35.287.025.458 20

(*) A ajouter le solde des recettes des chemins de fer encore non opéré.
(1) Pour l'exercice 1922-1923, les recettes du ministère du Travail et de la Santé publique figuraient au ministère de l'Industrie et du Commerce.
(2) Ces recettes probables ont été évaluées d'après les encaissements des derniers mois de 1925.

**SITUATION DES PAIEMENTS COMPARATIVEMENT AUX CRÉDITS ACCORDÉS
POUR LES EXERCICES 1922-1923, 1923 (BUDGET DE 9 MOIS), 1924 ET 1925 (JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE 1925)**

MINISTÈRES	EXERCICE 1922-1923		EXERCICE 1923		EXERCICE 1924		EXERCICE 1925	
	Crédits accordés	Palements effectués	Crédits accordés	Palements effectués	Crédits accordés	Palements effectués	Crédits accordés	Palements effectués
Ministère de la Guerre.	1.949.300.162 95	1.949.300.162 95	2.435.695.519 22	2.339.764.046 68	3.620.235.005 53	3.620.235.005 53	4.324.650.797 »	3.391.905.098 32
— des Finances.	2.538.266.425 01	1.688.377.517 65	5.536.727.293 20	4.046.040.715 62	7.267.491.398 69	5.427.593.395 40	7.607.496.913 »	3.049.766.548 77
— de l'Instruction	1.048.407.686 21	1.048.407.686 21	1.180.385.832 95	1.167.411.149 82	1.787.823.364 89	1.787.823.364 89	2.158.780.000 »	1.638.383.760 32
— des Cultes et des Arts.	214.023.218 07	214.023.218 07	264.953.423 06	264.953.423 06	450.851.466 83	450.851.466 83	551.586.831 »	427.997.038 97
— de l'Intérieur	582.506.980 29	576.891.357 92	692.354.434 36	682.354.434 36	1.130.739.899 30	1.086.846.004 22	1.253.964.195 »	966.702.592 59
— des Travaux publics	226.549.082 93	206.551.112 25	239.692.508 60	239.463.277 87	393.121.024 28	342.951.765 91	328.277.890 »	251.386.748 68
— de la Justice.	251.782.401 40	243.894.926 67	244.314.147 44	244.314.137 44	427.651.151 45	427.651.151 45	512.000.000 »	447.721.999 92
— des Domaines et de l'Agriculture.	366.393.935 62	345.597.006 71	420.178.070 78	420.178.070 78	643.186.885 11	634.850.698 05	723.250.000 »	547.547.304 49
— de l'Industrie et du Commerce.	239.887.931 86	232.019.235 03	259.441.936 84	258.455.392 79	387.585.163 35	397.585.163 35	438.737.042 »	389.983.123 92
— des Affaires étrangères.	34.093.856 85	33.752.652 70	38.955.150 »	33.639.261 70	194.675.068 »	194.675.068 »	227.924.500 »	169.923.888 18
— de la Santé publique et de la Prévoyance sociale.	381.252.471 05	352.040.988 58	516.697.014 20	488.542.205 99	763.298.454 »	721.460.262 12	901.000.000 »	700.936.137 16
— du Travail, de la Coopération et des Assurances sociales.	3.731.158.570 51	3.189.396.435 08	4.889.788.236 82	3.451.862.368 21	88.030.041 30	88.030.041 30	103.000.000 »	81.644.173 »
— des Communications.	4.754.282 50	4.754.282 50	2.024.007 »	2.024.007 »	6.672.709.098 24	6.219.942.689 43	9.436.524.664 »	3.701.910.769 61
Présidence du Conseil des Ministres	11.565.377.005 25	10.032.006.582 32	16.711.147.564 47	13.630.092.491 32	23.840.592.023 30	21.403.638.898 81	28.540.458.769 »	15.718.415.219 42
TOTAL GÉNÉRAL								

**SITUATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES
POUR LES ANNÉES 1921-1922 A 1925 (30 SEPTEMBRE 1925)**

N° COURANT	NATURE DES IMPOSITIONS	EXERCICE 1921-1922		EXERCICE 1922-1923		EXERCICE 1923 (budget de 9 mois)		EXERCICE 1924		EXERCICE 1925	
		Évaluations	Recettes	Évaluations	Recettes	Évaluations	Recettes	Évaluations	Recettes	Évaluations	Encaissements pour 9 mois jusqu'au 30 septembre 1925
1	Impôt sur le revenu de la propriété agricole					250.000.000 »	304.639.388 23	460.000.000 »	448.944.329 73	460.000.000 »	250.179.524 76
2	Impôt sur le revenu de la propriété bâtie					150.000.000 »	145.255.430 61	220.000.000 »	197.460.862 44	220.000.000 »	107.885.601 10
3	Impôt sur les valeurs mobilières					270.000.000 »	516.799.049 81	650.000.000 »	431.214.854 52	650.000.000 »	444.023.145 78
4	Impôt sur le revenu du commerce et de l'industrie					400.000.000 »	642.065.172 97 ½	750.000.000 »	1.042.878.189 76	800.000.000 »	462.919.148 32
5	Impôt sur les salaires					200.000.000 »	330.501.251 16	400.000.000 »	579.790.520 76	550.000.000 »	534.696.643 07
6	Impôt sur les revenus professionnels										
7	Surtaxe addit. de 3 % à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières pour l'assistance publique et la culture intellectuelle nationale	722.737.902 85	692.141.827 11	650.000.000 »	1.163.887.910 69 ½	60.000.000 »	91.884.659 18	125.000.000 »	141.196.072 76	180.000.000 »	75.156.814 77
8	Taxes militaires					17.000.000 »	23.671.818 61	80.000.000 »	99.113.198 24	80.000.000 »	65.576.587 11
9	Impôt sur le revenu global					5.000.000 »	5.093.779 85	5.000.000 »	9.415.545 16	8.000.000 »	6.432.329 51
10	Reliquats des exercices closés prov. des contributions directes					225.000.000 »	175.601.440 17	300.000.000 »	346.812.732 86	350.000.000 »	199.275.707 84
										200.000.000 »	249.261.044 29
	TOTAL	722.737.902 85	692.141.827 11	650.000.000 »	1.163.887.910 69 ½	1.577.000.000 »	2.235.511.990 59 ½	2.990.000.000 »	3.206.926.106 23	3.498.000.000 »	2.395.406.547 25

SITUATION DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES POUR LES ANNÉES 1921-1922 A 1925 (30 SEPTEMBRE 1925)

N° COTISATION	NATURE DES RECETTES	EXERCICE 1921-1922		EXERCICE 1922-1923		EXERCICE 1923 (budget de 9 mois)		EXERCICE 1924		EXERCICE 1925	
		Évaluations	Recettes	Évaluations	Recettes	Évaluations	Recettes	Évaluations	Recettes	Évaluations	Encaissements pour 9 mois jusqu'au 30 septembre 1925
1	Taxes de douanes (imp.-exp.)	858.680.000 »	1.507.123.534 87	1.660.000.000 »	4.003.986.805 52	4.090.000.000 »	5.751.299.623 61	5.800.000.000 »	8.084.849.304 68	6.940.000.000 »	5.440.570.611 87
2	Taxes sur les boissons spirit., alc., bière, vin, etc.	976.520.000 »	970.400.336 09 ½	1.014.520.000 »	1.219.938.158 32	1.032.300.000 »	1.099.642.498 46	1.390.000.000 »	1.693.776.775 11	1.402.000.000 »	1.153.844.115 60
3	Taxes sur le pétrole, le sucre, le glucose et autres articles de consommation.	106.000.000 »	207.528.048 03	170.480.000 »	229.598.604 89	163.000.000 »	180.861.306 89	205.000.000 »	237.855.046 22	220.000.000 »	163.510.505 88
4	Taxes sur l'éclairage électrique et le gaz	22.800.000 »	48.045.061 54 ½	15.000.000 »	18.781.392 97	15.000.000 »	13.295.654 03	15.000.000 »	21.193.443 26	18.000.000 »	14.971.683 77
5	Taxes sur le luxe.	250.000.000 »	239.974.713 96	450.000.000 »	775.423.816 10	535.000.000 »	726.070.250 51 ½	850.000.000 »	1.096.207.113 43	850.000.000 »	762.007.857 93
6	Taxes sur le chiffre d'affaires.	»	»	»	»	50.000.000 »	53.972.826 73	60.000.000 »	84.372.842 58	80.000.000 »	72.492.853 41
7	Taxes sur les spectacles	494.250.000 »	560.404.343 00 ½	500.000.000 »	1.002.198.260 94	810.000.000 »	1.022.068.811 50	1.230.000.000 »	1.474.000.759 44	1.410.000.000 »	1.268.018.708 64
8	Taxes sur le timbre et l'enregistrement	58.500.000 »	36.705.611 62	65.000.000 »	84.476.768 32	80.000.000 »	93.277.603 12	165.000.000 »	195.479.153 44	175.000.000 »	199.622.840 58
9	Taxes diverses	11.250.000 »	11.344.320 08	6.050.000 »	19.181.557 01	11.200.000 »	16.672.606 »	16.400.000 »	23.122.750 74	16.500.000 »	19.965.568 38
10	Monopoles (tabac, papier à cigarettes, allumettes, cartes à jouer, explosifs, sel pour la consommation)	1.350.000.000 »	1.235.041.869 60	1.626.500.000 »	2.108.532.762 32 ½	1.770.000.000 »	2.201.531.853 01 ½	3.430.000.000 »	3.573.049.720 48 ½	4.711.386.000 »	3.384.705.756 62
11	recettes extraordinaires et location de logements ouvriers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	TOTAL . . .	4.128.000.000 »	4.776.567.838 80 ½	5.507.550.000 »	9.462.118.124 39 ½	8.556.500.000 »	11.158.693.041 87	13.161.900.000 »	16.483.906.909 08 ½	15.822.886.000 »	12.479.710.502 68

A ce tableau il faut ajouter les reliquats encaissés provenant des exercices clôturés qui sont eux aussi une preuve d'un meilleur fonctionnement de l'appareil fiscal :

	1921-1922 (12 mois)	1922-1923 (12 mois)	1923 (budget de 9 mois)	1924 (12 mois)	1925 (pour les 9 premiers mois)
Reliquats encaissés . . .	117.808.777,54	214.126.905,59	164.931.561,36	385.571.683	147.928.993,32

L'assainissement des finances de l'État a permis d'envisager la consolidation de la dette flottante et la reprise du service du coupon à l'étranger.

En juillet 1922, l'État roumain contracta deux emprunts : le premier, d'un montant égal à environ 35 millions de livres sterling, fut affecté à la consolidation des bons du Trésor; le second, de 2.500.000 livres sterling, fut destiné à couvrir les frais et à assurer le paiement immédiat de la dette publique. Le premier emprunt sera amorti en 81 semestres et le second en vingt ans. L'intérêt est de 4 % et l'amortissement du premier emprunt commencera la sixième année.

Grâce à ces emprunts et à sa situation prospère, la Roumanie réussit à consolider 95 % de sa dette flottante à l'étranger. Cette dette était d'environ 1 milliard 400 millions de francs, à la parité légale or. Elle était ainsi composée :

Livres sterling.	10.811.189
Dollars	32.137.695
Francs français.	243.017.373
Lires italiennes.	113.034.558
Pesetas	1.430.585
Marks.	217.633.000
Couronnes tchécoslovaques.	285.000.000
Escudos	911.192
Couronnes suédoises.	6.246.696
Francs belges	40.183.086

Il reste non consolidé :

Livres sterling.	277.411
Francs français.	14.735.847
Dollars	4.685.847
Francs belges	73.284

Nous arrivons maintenant au budget de l'année 1926, qui est le cinquième budget en équilibre de la Roumanie d'après-guerre. L'expérience heureuse réalisée pendant ces dernières années, où les prévisions budgétaires ont été amplement réalisées, permet d'espérer que ce budget sera soldé aussi par un excédent des recettes sur les dépenses.

Voici, d'ailleurs, le tableau donnant la récapitulation générale des recettes et des dépenses du budget de 1926.

Recettes	Évaluations pour l'exercice 1926	
—	—	
Impôts directs. Lei	4.454.500.000	»
— indirects	10.359.000.000	»
Droits de timbre et d'enregistrement.	2.781.000.000	»
Monopoles de l'État	5.752.000.000	»
Ministère des Communications.	1.895.606.000	»
Domaine de l'État.	433.100.000	»
Subventions.	23.293.100	»
Ministères.	2.551.310.000	»
Sur les disponibilités de l'exercice 1925.	1.000.000.000	»
TOTAL GÉNÉRAL	29.250.000.000	»

Dépenses	Crédits accordés pour l'exercice 1926
Ministère de la Guerre Lei	5.024.650.797 »
— des Finances	9.195.406.991 30
— de l'Instruction	2.643.000.000 »
— des Cultes et des Arts	656.797.993 »
— de l'Intérieur	1.465.619.363 »
— des Travaux publics	258.085.194 »
— de la Justice	648.800.000 »
— de l'Agriculture et des Domaines	795.500.000 »
— de l'Industrie et du Commerce	333.507.760 »
— des Affaires étrangères	50.787.820 »
— de la Santé publique et de la Prévoyance sociale	918.969.729 »
— du Travail, de la Coopération et des As- surances sociales	125.559.081 »
— des Communications	1.308.056.894 »
Présidence du Conseil des Ministres	3.972.644 »
Pour l'amélioration de la situation matérielle des fonctionnaires et des pensionnés	3.000.000.000 »
Fonds destinés aux départements et aux commu- nes résultant de la loi sur la décentralisation ad- ministrative	394.886.657 »
Fonds pour l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires	1.336.399.076 70
Sur les disponibilités de l'exercice 1925, à répartir sur six mois aux fonctionnaires, à partir du 1 ^{er} juillet 1926	1.000.000.000 »
TOTAL GÉNÉRAL	29.250.000.000 »

Le fait que le total du budget pour l'année courante est fixé à 29 milliards 250 millions de lei, alors que celui de l'année précédente était de 31 milliards 750 millions de lei ne peut étonner personne. En effet, par une loi spéciale on a accordé à l'Administration des chemins de fer roumains, l'autonomie administrative et budgétaire. Désormais, les chemins de fer roumains seront administrés suivant les principes appliqués dans les sociétés privées, tout en restant un monopole d'État. Et, en vertu d'un budget spécial, distinct du budget général, l'État accorde à l'Administration des Chemins de fer, pour l'exercice 1926, un crédit en valeur de 10 milliards de lei; de plus, au jour où nous écrivons ces lignes, cette Administration s'efforce d'obtenir, avec l'appui du Gouvernement roumain, des crédits à l'étranger, susceptibles de lui assurer les disponibilités nécessaires à l'amélioration et au développement de son trafic. Nous ne connaissons pas encore le résultat des pourparlers qui ont été ouverts à cet égard. Mais il semble certain que, dans un avenir plus ou moins rapproché, les chemins de fer roumains pourront se suffire de leurs propres ressources et cesseront ainsi de figurer, avec un lourd poids, parmi les dépenses de l'État, pour devenir une source de revenus importants.

Dans le budget de 1926, une somme d'environ 4.654.500.000 lei est prévue pour le paiement des intérêts et des annuités de la dette publique tant extérieure qu'intérieure. Donc, dans le dernier budget la dette publique figure pour un huitième. En allouant une somme tellement importante au service de la dette publique, le Gouvernement entend marquer son respect envers les engagements de l'État et son désir de maintenir et de renforcer le crédit public. Sur le total de la somme destinée à la dette publique 3 milliards 200 millions de lei sont affectés à l'extinction de la dette publique externe, tandis

que 350 millions doivent servir au paiement des dettes privées, confiées aux soins de l'Office des paiements à l'étranger. De même, par une convention spéciale, le Gouvernement s'engage à rembourser pendant une période de quinze ans, les avances accordées par la Banque Nationale à l'État. 623.800.000 lei sont alloués à cette destination.

Le budget de l'année 1926 prévoit également la somme d'environ 3 milliards de lei, pour l'augmentation des traitements des fonctionnaires de l'État. Bien que le dernier budget prévoie de nouvelles augmentations, les traitements des fonctionnaires sont loin d'être rajustés aux conditions actuelles de la vie. En effet, le montant total de ces traitements est — aujourd'hui — d'environ 10 milliards 500 millions de lei. Or, si l'on prend comme traitements de base les traitements de 1916 et si on les multiplie par l'indice correspondant, du coût de la vie, on trouve pour le total approximativement 48 milliards de lei. On voit donc, combien ces traitements sont loin de donner satisfaction aux intéressés et quel fut, pendant ces dernières années, l'esprit d'abnégation des fonctionnaires publics qui, s'acquittèrent de leur tâche, malgré l'insuffisance manifeste de leurs rémunérations.

*
* *

Ces quelques données, que nous venons de reproduire, sont suffisantes pour montrer l'étape décisive parcourue, par la Roumanie, en vue de son redressement économique et de l'assainissement de ses finances publiques. Par son travail, à l'aide d'une sage politique financière et grâce à ses richesses naturelles, la Roumanie a réussi à obtenir une balance économique favorable, à réaliser l'équilibre du budget, à consolider la presque totalité de sa dette flottante et à accomplir toutes ses obligations envers ses créanciers. En un mot, la Roumanie est sortie de la situation dangereuse où elle se trouvait au lendemain de la guerre.

(A suivre.)

Serban GHEORGHIU.
